



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET
DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE
L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-SAPPIE-BE-2019-063

du 13 mars 2019

portant refus d'une demande d'autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons à la société Parc Eolien du Moulin du Bois

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses titres 1^{er} et 5 du Livre V et son article L.350-1,

VU la Convention européenne du paysage de Florence du 20 octobre 2000,

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2018-0082 du 22 mai 2018 modifié par l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2018-0206 du 20 juin 2018 portant ouverture de l'enquête publique du 20 juin 2018 au 30 juillet 2018,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2018-543 du 26 novembre 2018 portant prorogation du délai d'instruction jusqu'au 24 février 2019,

VU la demande d'autorisation présentée le 22 avril 2015 par la société PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS, complétée le 1^{er} juin 2016 et 23 mai 2017, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, regroupant 9 aérogénérateurs d'une puissance unitaire maximale de 3,3 MW, sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons,

VU le rapport du 20 novembre 2017 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, statuant sur la recevabilité de la demande présentée,

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 10 avril 2018,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Saint-Cyr-les-Colons par délibération du 2 août 2018,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Saint-Bris-le-Vineux par délibération du 5 juillet 2018,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Préhy par délibération du 11 juillet 2018,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Chablis par délibération du 23 juillet 2018,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de Deux-Rivières par délibération du 6 août 2018,

VU l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en date du 2 juillet 2018,

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne en date du 22 janvier 2019,

VU le registre de l'enquête publique, les conclusions et l'avis défavorable du commissaire enquêteur en date du 24 août 2018,

VU le courrier d'observations adressé à la préfecture de l'Yonne en réponse à l'avis du commissaire enquêteur formulé par le pétitionnaire par courrier du 10 septembre 2018,

VU le rapport d'instruction de la demande présentée, établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté en date du 23 janvier 2019,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation sites et paysages en date du 5 février 2019,

VU le projet d'arrêté adressé au pétitionnaire le 18 février 2019,

VU le courrier du pétitionnaire du 19 février 2019 et la réunion qui s'est tenue le 7 mars 2019 en préfecture,

CONSIDERANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale d'exploiter au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que le paysage désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations, selon l'article 1^{er} de la Convention européenne du paysage de Florence susvisée,

CONSIDERANT que la Convention européenne du paysage de Florence a reconnu en son article 5 « le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité »,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts visés à l'article L.511-1 peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que le Conseil municipal de Saint-Cyr-les-Colons, commune d'implantation du projet, a délibéré défavorablement le 2 août 2018,

CONSIDERANT que, lors de l'enquête publique, le projet a fait l'objet de 11 observations, 15 mails, 80 courriers, 136 observations en ligne et 5 pétitions recueillant au total 1 404 signatures, soit l'équivalent de 15 % de la population de la zone d'enquête publique, et que les avis exprimés sont majoritairement défavorables au projet,

CONSIDERANT que le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable, principalement justifié par le fait que les inconvénients identifiés, notamment les incidences paysagères et la contestation sociale, l'emportent nettement sur les avantages,

CONSIDERANT que le projet éolien de 9 éoliennes vient se positionner sur un point culminant du secteur (300 mètres d'altitude) le rendant perceptible à une grande échelle, et selon une trajectoire courbe occupant un large angle de l'horizon depuis des points de vue lointains,

CONSIDERANT que le paysage du vignoble du Chablisien est identifié comme territoire reconnu et de notoriété internationale, en particulier dans l'« Outil d'aide à la cohérence patrimoniale et paysagère de l'éolien » d'octobre 2016, et qu'il est nécessaire de le préserver,

CONSIDERANT que le paysage du vignoble du Chablisien est en particulier observable vers le Sud-Est depuis la table d'orientation des Clos, sur le chemin de randonnée des Grands Crus,

CONSIDERANT que depuis ce point de vue emblématique, le projet éolien se place en co-visibilité avec les paysages du Chablisien et vient fermer le seul horizon exempt d'éolienne en arrière plan du Chablisien,

CONSIDERANT que depuis ce point de vue, l'angle de respiration (sans éolienne à l'horizon) le plus grand restant après implantation du projet serait d'environ 30° à l'Est,

CONSIDERANT que le paysage du Chablisien est également remarquable pour son étendue à fleur de coteau, dessinée par la vigne escaladant les pentes des collines et soulignée par les courbes douces du relief et qu'un parc éolien en arrière-plan viendrait rompre l'harmonie de ce paysage et le dénaturer en modifiant considérablement le rapport d'échelle,

CONSIDERANT que projet éolien d'espèce, par son implantation, présente des inconvénients ou dangers pour la protection des paysages du Chablisien,

CONSIDERANT que le parc éolien projeté se situe dans un secteur marqué par la présence de plusieurs parcs éoliens existants ou autorisés : le parc de 16 éoliennes de Chitry Quenne, le parc de 12 éoliennes de Venoy Beine et Courgis, le parc 7 éoliennes de Dyé, le parc de 6 éoliennes des Vents du Serein, le parc de 5 éoliennes d'Yrouerre, le parc de 12 éoliennes de Lichère-près-Aigremont, le parc de 4 éoliennes à Sacy, le parc de 25 éoliennes de Joux-la-Ville, le parc de 7 éoliennes du Champ Gourleau à Massangis, le parc de 10 éoliennes d'Arcy-Précy, le parc de 7 éoliennes d'Escamps-Migé,

CONSIDERANT ainsi que le projet s'insère dans un paysage caractérisé par la présence de plus de 110 aérogénérateurs existants ou autorisés dans un rayon de 20 km et qu'il contribue à faire barrière en direction du sud-ouest pour les bourgs de Saint-Cyr-les-Colons et de Préhy,

CONSIDERANT qu'au niveau du bourg de Saint-Cyr-les-Colons, l'angle de respiration (sans éolienne à l'horizon) le plus grand restant après implantation du projet serait d'environ 115° au Nord-Est,

CONSIDERANT qu'au niveau du bourg de Préhy, l'angle de respiration (sans éolienne à l'horizon) le plus grand restant après implantation du projet serait d'environ 75° à l'Est,

CONSIDERANT qu'il résulte que les horizons lointains visibles sans la présence d'éoliennes sont quasi nuls depuis ces bourgs et que le parc éolien de Saint-Cyr-les-Colons accroît l'étendue de cette zone dans le quart Sud-Ouest, là où cette influence visuelle était jusque-là réduite,

CONSIDERANT que le phénomène de saturation est renforcé au niveau des bourgs de Saint-Cyr-les-Colons et de Préhy par la densité d'éoliennes présentes dans les angles de l'horizon occupés par de telles machines,

CONSIDERANT que le parc éolien, par son implantation, présente des inconvénients ou dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

CONSIDERANT que les dangers ou inconvénients préconsidérés ne peuvent pas être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral et en conséquence que l'autorisation d'exploiter demandée ne peut être accordée,

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRETE :

Article 1 – Refus de la demande d'autorisation

La demande d'autorisation déposée le 10 avril 2015, complétée le 1er juin 2016, puis le 23 mai 2017, par la société PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS, dont le siège social est situé 9 avenue de Paris - 94300 VINCENNES Cedex, concernant le projet d'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, composée de neuf éoliennes et de deux postes de livraison sur la commune de SAINT-CYR-LES-COLONS, est refusée.

Article 2 – Délais et voie de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la Cour Administrative d'Appel de Lyon :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie,
 - b. la publication de la décision dans deux journaux locaux,
 - c. la publication au recueil des actes administratifs.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

La Cour Administrative d'Appel de Lyon peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'environnement dans sa rédaction antérieure au 1^{er} mars 2017, un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision sera affiché en mairie de Saint-Cyr-les-Colons pendant une durée minimale d'un mois. Il mentionnera le fait qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Le maire de la commune de Saint-Cyr-les-Colons fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de l'Yonne l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Beine, Chablis, Chitry, Deux-Rivières, Courgis, Irancy, Lichères-Près-Aigremont, Préhy, Quenne, Saint-Bris-le-Vineux, Venoy et Vermenton.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture de l'Yonne et aux frais de la société PARC EOLIEN DU MOULIN DU BOIS dans deux journaux diffusés dans le département.

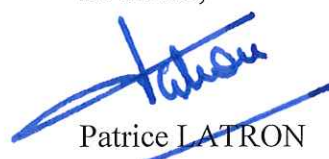
Article 4 – Exécution et diffusion

La Secrétaire générale de la préfecture et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- aux Maires de Saint-Cyr-les-Colons, Beine, Chablis, Chitry, Deux-Rivières, Courgis, Irancy, Lichères-Près-Aigremont, Préhy, Quenne, Saint-Bris-le-Vineux, Venoy et Vermenton,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 13 mai 2019.

Le Préfet,


Patrice LATRON

